



Carton rouge

Aferdita Bogiqi,
candidate
au Conseil des Etats

4

Congrès
du Parti socialiste
du Valais romand

5

La Campagne pour les élections fédérales est lancée. Alors que la population suisse doit faire face à des difficultés majeures, en premier lieu un pouvoir d'achat qui fond comme neige au soleil, le Parlement s'est penché sur le dossier Credit Suisse lors d'une session extraordinaire.

Les bourgeois, premiers soutiens aux banques, lobbyistes et avocats du libéralisme, ne sont plus à une contradiction près.

Le PLR, étroitement lié au management des banques, (on citera ici les mandats auprès d'établissements bancaires «too big to fail» des deux

politiciens PLR Felix Gutzweiler et Ruedi Noser), dénonce une honte pour la place financière de la Suisse. Qui dans ce parti se souvient encore de son rejet de mesures plus contraignantes pour les banques ?

L'UDC, dont 13 élus sont étroitement liés à la place financière, pointe du doigt la responsabilité du PLR, faisant mine d'oublier les propos de son ex-ministre des finances Ueli Maurer qui demandait, en décembre 2022, de laisser le Credit

Suite en page 2

Edito



Suite de l'édito

Suisse «tranquille un an ou deux». Le parti agrarien imagine avec délice récupérer en chemin quelques électrices et électeurs en déshérence. Et déjà, la ministre des Finances KKS annonce un paquet d'économies. Et jure que l'AVS n'est pas touchée. Mais on mentionne en murmurant que si, un peu quand-même. «*Afin de se mettre en conformité avec un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme pour corriger une inégalité de traitement entre homme et femme*», on adaptera vers le bas la rente de veuves. Les femmes, une fois de plus, feront office de fusibles. Depuis le temps qu'on attend que soit corrigée l'inégalité des salaires, cette économie sur le dos des veuves n'est qu'une insulte de plus aux plus vulnérables.

En octobre prochain, le peuple suisse élira ses nouveaux/elles représentant-es sous la coupole fédérale. La schizophrénie consisterait à renvoyer à Berne les lobbyistes des banques, les membres de conseil d'administration des caisses maladie, les représentant-es de l'économie ultra libérale, les fossoyeurs des acquis sociaux.

À contrario, il existe encore une autre opportunité. Qu'enfin le peuple suisse ouvre les yeux et vote en songeant à son intérêt, dans un souci de solidarité et d'égalité. Il appartient dès lors à chacune et chacun d'entre nous de participer activement à cet éveil !

Barbara Lanthemann,
rédactrice en cheffe

Le grand remplacement...

A six mois des élections fédérales quelques enseignements peuvent être tirés sur le fonctionnement de la campagne électorale de notre parti.

A peu près toutes les sections cantonales ont nommé leurs candidat-es. A l'automne passé, les thèmes de campagne ont largement été discutés et élaborés au niveau national.

Depuis, plusieurs élections ont eu lieu au niveau cantonal, soit à Zürich, Genève, Tessin et Lucerne. Or, que voit-on ? Notre parti stagne et les populistes UDC en tête gagnent des sièges.

La situation économique avec une forte baisse du pouvoir d'achat et des réformes des retraites tant au niveau du 2^e pilier que de l'AVS défavorables aux classes moyennes devraient, électoralement, nous faire progresser. Or, dans les cantons cités ci-dessus cela n'est pas le cas.

Notre parti doit être plus offensif sur les sujets touchant la vie quotidienne des gens. Il ne suffit pas, au congrès de Bâle en octobre, d'adopter une motion qui demande que le parti mette au centre de sa campagne le pouvoir d'achat et qu'ensuite chacun fasse sa petite cuisine dans son canton.

A Genève, l'UDC et le MCG ont fait campagne sur le pouvoir d'achat, les bus genevois étaient tapissés de publicité sur le pouvoir d'achat avec le sigle de ces partis et ce sont eux les vainqueurs des élections.

Depuis des années l'extrême droite et les populistes font de la défense des classes populaires leur principale préoccupation. Ces mouvements sont en train de remplacer la gauche dans la dé-

fense des ouvrier-ères/employé-es. En France c'est acté, le rassemblement national de Marine Le Pen est depuis longtemps en tête dans les votes des classes moyennes. Ce parti a pris la place de la gauche dans le cœur des français. A Genève la direction est également prise. Le grand remplacement que je mentionne dans mon titre est celui-là, celui de la droite populiste et l'extrême droite qui remplace la gauche dans la défense des intérêts de la classe moyenne.

Notre parti doit réagir au niveau national et dans tous les cantons et réellement recentrer sa campagne sur ces sujets sans quoi on risque d'être «remplacé» aux chambres fédérales et au Conseil fédéral.

Daniel Schmid



Credit Suisse: l'irresponsable récupération politique de la droite



La session extraordinaire des Chambres fédérales s'est terminée sur un refus des crédits de garantie pour le rachat du Credit Suisse par UBS. Ce vote n'avait de toute manière qu'une portée symbolique, tout le monde s'accordait là-dessus. Ça n'a pas empêché le camp bourgeois de crier à l'irresponsabilité de la gauche lorsque nous avons voté contre. Posons donc les faits et tâchons de comprendre ce qui s'est passé.

Pourquoi cette session extraordinaire ?

Le Conseil fédéral avait déjà engagé les crédits nécessaires au sauvetage de la banque. Le vote sur ceux-ci n'avait donc, avant même que les débats ne débutent, qu'une portée symbolique, a-t-on pu lire. Il s'agissait pour le Parlement de pouvoir s'exprimer publiquement sur l'affaire et d'éventuellement renforcer la législation bancaire, au moyen d'interventions parlementaires.

Quels étaient les objectifs du PS ?

Pour le PS, cette session était donc l'occasion de développer la réglementation bancaire pour la rendre plus efficace, afin que les contribuables n'aient plus à payer pour les échecs des managers des grandes banques. Plusieurs revendications étaient sur la table afin de réduire les risques futurs : limiter les bonus pour les grandes banques d'importance systémique, augmenter le taux minimum de fonds propres, ou encore séparer les activités des banques d'investissement et de dépôt.

Qu'est-ce qui a pu être (ou pas) atteint ?

Toutes les propositions contraignantes (plafonnement des bonus, augmentation des fonds propres, commission d'enquête parlementaire, sanctions plus efficaces de la FINMA, task force pour la protection des emplois, ...) ont été rejetées ou renvoyées aux calendes grecques. Quelques postulats ont été adoptés – autrement dit, des mandats d'examen.

Une petite concession a été obtenue au Conseil des Etats : le Conseil fédéral aurait dû présenter une révision de la loi sur les banques. Le PS a alors appelé la ministre des Finances à prendre des engagements concrets – nous commençons à avoir l'habitude des promesses en l'air du camp bourgeois. Car la législation « Too big to fail » a de toute évidence failli. Cet engagement aurait été la condition du soutien du PS. Face à l'absence de position claire de la ministre, le PS a refusé définitivement les crédits.

Comme un léger goût d'hypocrisie

Après la crise du Credit Suisse, l'ensemble de l'échiquier politique suisse s'est répandu en déclarations sur la nécessité d'avoir des garde-fous plus stricts. Et lorsque l'occasion était là de renforcer enfin concrètement la réglementation bancaire, ces partis se sont tus et ont refusé de soutenir les propositions qui auraient permis d'avancer rapidement.



Posons-nous la question. Qui fait de la récupération politique : le PS qui, depuis 15 ans, soutient une réglementation plus stricte, demande une session extraordinaire pour avancer enfin et, face au refus du bloc bourgeois, refuse « symboliquement » les crédits supplémentaires, ou bien le camp bourgeois, qui ne s'est pas gêné d'appeler à une meilleure régulation du secteur bancaire, mais a refusé d'agir concrètement lorsque l'occasion s'est présentée ?

On a pu entendre parler de l'irresponsabilité de la gauche. Il y a bien des irresponsables dans cette histoire. Les premiers sont les managers incompetents qui ont été incapables de prévenir la crise, et ont mis en danger des milliers d'emplois en Suisse. Les seconds sont les partis bourgeois qui, après se répandre en vœux pieux dans la presse, bloquent toute réglementation plus stricte depuis des décennies.

Clément Borgeaud, président du PSVR



Aferdita Bogiqi, candidate au Conseil des Etats

A quand une politique familiale digne de ce nom en Suisse ?

Le besoin d'accueil extrafamilial a augmenté sensiblement ces dernières années. La présence plus importante des mères sur le marché de l'emploi, les changements dans la famille, la diminution du temps de garde par les grands-parents, en sont les causes principales.

Pour répondre à cette demande, l'offre actuelle en matière d'accueil extra-familial est insuffisante et l'état se doit d'apporter des réponses adéquates à cette problématique qui touche la sphère économique, familiale, de santé publique et de droit et de bien-être de l'enfant. Les propositions de la gauche pour une politique familiale plus généreuse n'aboutissent que très rarement et que partiellement par rapport aux projets initiaux. Les obstacles sont le financement et une certaine vision de la famille, à savoir l'idéal de la mère au foyer.



Pour ce qui est de l'obstacle financier, voyons comment la responsabilité du financement et de l'organisation entre communes et cantons est répartie aujourd'hui. Dans certains cantons alémaniques, le financement incombe entièrement aux communes. En Valais, le coût des structures de la petite enfance est partagé entre canton, communes et parents. Le canton charge les communes d'évaluer les besoins d'accueil sur son territoire et de mettre en place les structures nécessaires, sans injonction légale claire d'assurer une place d'accueil par enfant. C'est donc à chaque commune d'interpréter cette exigence cantonale avec pour conséquence une disparité de l'offre et de la charge supportée par les parents. Ces décisions dépendent en effet des capacités budgétaires des communes et de la sensibilité politique des élu-es aux exécutifs et aux législatifs communaux.

Aussi et afin d'éliminer les obstacles précités, la politique familiale devrait être réfléchiée et décidée de manière globale, uniformisée par des lois fédérales contraignantes. A mon sens, trois pistes de réponses sont intéressantes à explorer: un congé parental généreux de 18 mois, un relai par les structures d'accueil entre 18 mois et 4 ans et des horaires continus durant la scolarité obligatoire.

Le congé parental de 18 mois serait à répartir obligatoirement entre les deux parents, à l'instar du système que connaissent les pays nordiques comme la Suède par exemple.

Le congé parental de 18 mois serait à répartir obligatoirement entre les deux parents, à l'instar du système que connaissent les pays nordiques comme la Suède par exemple. La présence des parents durant cette période de vie est importante. De nombreuses études sur le développement de l'enfant montrent qu'un lien d'attachement sécurisé et des interactions de qualité avec le parent ou le *care-giver* sont prédictives d'un bon développement de l'enfant. De plus, devenir parent engendre des remaniements psychiques qui passent par une crise identitaire autant pour le père que pour la mère. Permettre aux parents de vivre sereinement cette étape de vie, c'est prévenir des risques de dépression prénatale ou de burnout parental.

Après le congé parental, les crèches pourraient prendre les relais jusqu'à l'entrée à l'école qui assurerait la suite de la prise en charge avec l'horaire continu. Des économies pourraient être réalisées dans les structures actuelles de 0 à 18 mois et celles de l'UAPE.

Enfin, tout le monde y gagnerait. L'économie qui bénéficierait des compétences des mères à un pourcentage plus élevé, l'égalité hommes-femmes assurée par un partage plus équilibré des tâches, les fonds de l'AVS qui bénéficierait de davantage d'actifs qui cotisent, les parents et les enfants.

Il faut tout un village pour élever un enfant.

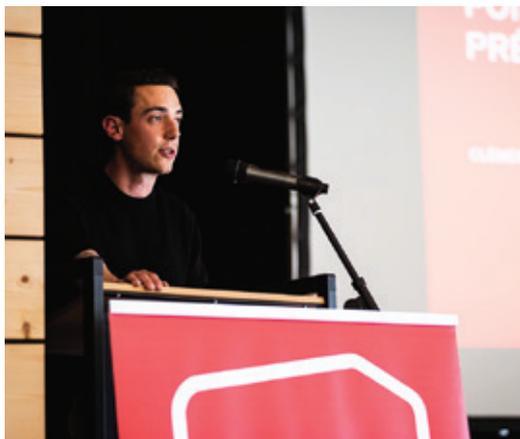
(Proverbe africain)

Aferdita Bogiqi,
conseillère municipale à Monthey

Congrès du Parti socialiste du Valais romand

Samedi 1^{er} avril 2023, 150 membres du PSVr se sont réunis en Congrès pour valider la liste pour les élections fédérales d'octobre prochain.

Le Président **Clément Borgeaud** soulignait dans son discours d'ouverture l'importance d'une campagne menée par les membres, en soutien à une liste commune qui se bat pour des valeurs. Le PS, au vu de l'actualité politique de ces derniers mois, peut et doit faire la différence, sa crédibilité au sein de la population est clairement renforcée.



La discussion consacrée au programme du PSVr a permis de clarifier certains points essentiels. Si ce programme n'est pas exhaustif et peut encore être complété, il a le mérite d'avoir suscité une forte participation des membres qui ont déposé plus d'une centaine d'amendements.



Invitée d'honneur

L'invitée d'honneur, la conseillère nationale **Ada Marra**, a souligné son attachement à « Notre Suisse ». La Suisse du service public accessible sur tout le territoire national. La Suisse des assurances sociales et de la prévoyance. Une Suisse solidaire qui veut garantir les acquis et développer encore les droits. Droit des femmes, droit à un salaire digne, et droit à un pouvoir d'achat à la hauteur d'un pays riche.

Et de souligner les combats actuels du PS : l'initiative pour un plafonnement des primes à 10 % du revenu ; l'initiative pour les crèches ; l'initiative



Parti socialiste et
Gauche citoyenne



pour le climat; l'initiative pour une 13^e rente AVS. Et, le référendum contre la réforme de la LPP.

Nomination des candidates et candidats aux élections fédérales 2023

Les membres présents ont voté par acclamation pour les listes présentées.

Pour le Conseil national

- Emmanuel Amoos, Venthône, 42 ans, responsable administratif, conseiller national.
- Sarah Constantin, Nendaz, 32 ans, enseignante, conseillère communale et députée.
- Florian Chappot, Sion, 48 ans, ingénieur en électricité, conseiller communal et député.
- Paola Riva Gapany, Savièse, 55 ans, juriste, députée.
- Yannick Morand, Martigny, 36 ans, directeur adjoint de la fondation Compétences bénévoles.

- Emilie Texeira Perren, Evionnaz, 37 ans, responsable communication, ancienne conseillère communale et députée suppléante.
- Christian Roudit, Leytron, 59 ans, chef des centres voyageurs aux CFF, conseiller communal et député.

Pour le Conseil des Etats

- Aferdita Bogiqi, Monthey, 50 ans, assistante sociale, conseillère communale.

Les JSVr présentent quant à eux 16 candidates et candidats sur 4 listes. Nouvelle venue pour cette campagne, la liste des Femmes socialistes propose 4 candidatures. Quant à la liste PS60+, elle se compose, pour l'instant, de 4 candidatures.

Le PeupleVS éditera un numéro spécial consacré à toutes les candidates et tous les candidats aux élections fédérales. Ce numéro paraîtra à la rentrée et sera distribué par les fédérations.





Le discours de Mathias Reynard

Le Conseiller d'Etat adressait un mot à chaque candidat-e, en reprenant les thèmes évoqués, et soulignait avec satisfaction l'équilibre des listes présentées.

Mathias Reynard faisait appel à Léon Blum pour galvaniser les troupes pour cette campagne de haute importance: « *On est socialiste à partir du moment où l'on a considéré ce fait essentiel: le patronat et le salariat s'engendrant l'un l'autre et s'opposant l'un à l'autre, à partir du moment où l'on se refuse à accepter ce fait comme nécessaire et éternel, à partir du moment où l'on a cessé de dire: "Bah! c'est l'ordre des choses; il en a toujours été ainsi, et nous n'y changerons rien", à partir du moment où l'on a senti que ce soi-disant ordre des choses était en contradiction flagrante avec la volonté de justice, d'égalité, de solidarité qui vit en nous.* »

Citant quelques actions menées par le Département qu'il dirige, il a notamment relevé le contrat type et le salaire minimum mis en place pour les employé-es des remontées mécaniques, ainsi que la campagne menée contre les discriminations envers les personnes LGBT. La mesure



d'augmentation des subsides pour les primes d'assurance maladie a notamment permis à un quart de la population valaisanne d'obtenir un soutien bienvenu.

Prises de position

Le Congrès a également arrêté les recommandations de vote du PSVR en vue des votations du 18 juin prochain :

- OUI à la loi climat
- OUI à la loi COVID
- Liberté de vote à la réforme de l'OCDE

Le PSVR soutient également le référendum contre le décret relatif aux parcs solaires alpins.

Il s'engagera pour la grève féministe du 14 juin, contre la réforme du 2^e pilier et poursuivra son travail pour un salaire minimum légal en Valais, sujet d'une initiative cantonale lancée avec d'autres partenaires de gauche.

Il a également adopté une résolution de soutien aux employé-es de l'entreprise Constantin Martial & Cie à Vernayaz, récemment rachetée par PBM, qui a décidé de mettre fin à son activité.





Parti socialiste et
Gauche citoyenne

Programme du PSVr

Le parti socialiste du Valais romand propose, à travers le programme amendé par les membres et approuvé lors du Congrès du 1^{er} avril, une liste de mesures pour concrétiser sa vision politique. Ce programme ne vise pas à être exhaustif, mais à mettre en avant par quels moyens concrets la politique peut agir pour améliorer le quotidien des gens en Suisse.

Ce programme pour les élections fédérales 2023 peut être lu dans son intégralité sur le site du PSVr en cliquant sur le QR code ci-contre.



Le PeupleVS revient sur les axes principaux énoncés sous forme de mesures concrètes.



Pour renforcer le pouvoir d'achat

Nous voulons :

- Indexer les rentes et les salaires. Ceux-ci doivent être indexés à l'inflation pour empêcher le salaire réel de diminuer. Travailler autant pour gagner moins n'a pas de sens dans une société prospère comme la nôtre.
- Plafonner les primes d'assurance-maladie (10%). Avec notre initiative d'allègement des primes, nous voulons qu'aucun ménage ne consacre plus de 10% de son revenu pour payer les primes d'assurance-maladie.
- Instaurer un salaire minimum. Il est particulièrement insoutenable d'admettre qu'au sein d'un pays riche, des personnes travaillant à 100% ne parviennent pas à joindre les deux bouts en fin de mois. En outre, les salaires minimaux légaux priment sur les salaires conventionnels le cas échéant.
- Mieux vivre à la retraite. Prioriser et renforcer le 1^{er} pilier, garant de la retraite par répartition. Il faut notamment revoir l'équilibre entre le 1^{er} et le 2^e pilier, par exemple en transférant des points de cotisation de la LPP vers l'AVS.
- Rendre les places de crèches abordables et disponibles. En moyenne, les pays de l'OCDE dépensent 0.8% du PIB pour la tranche d'âge de 0 à 3 ans, les pays scandinaves jusqu'à 2% et la Suisse seulement 0.1%. L'initiative pour les crèches du PS permettra de maintenir une pression sur l'assemblée fédérale en faveur du projet de loi pour un subventionnement fédéral.

Pour développer l'État social

Nous voulons :

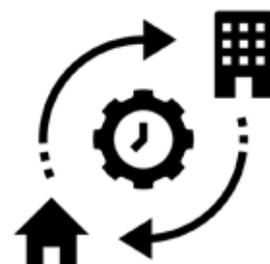
- Mettre le système de santé en mains publiques. Les privatisations et l'orientation vers les profits du système de santé ont des conséquences catastrophiques sur le personnel soignant et la qualité des soins. Des hôpitaux en mains publiques garantissent l'accès de toutes et tous à des soins appropriés. En ce sens, il faut introduire en Suisse une véritable législation de santé publique, en complément de la LaMal.
- Élargir les allocations d'études. Nous voulons un élargissement du système qui détermine les bénéficiaires d'allocation d'études et l'augmentation des montants alloués.
- Une 13^e rente AVS. Un moyen efficace de redonner du pouvoir d'achat à nos aîné-es est l'instauration d'une 13^e rente AVS. Une initiative que nous soutenons a été lancée en ce sens par l'USS.
- Instaurer une assurance générale de revenu. La création d'une assurance générale du revenu pour remplacer et renforcer l'ensemble des assurances et prestations sociales de manière efficace et à moindre coût.
- Récolter des données sur la pauvreté en Suisse afin de mieux la combattre. Alors que le Conseil fédéral et le Parlement viennent de décider, en 2022, la réalisation d'un monitoring sur la pauvreté par l'OFAS, cette décision est contestée. Nous nous engageons pour que la Confédération puisse rester active dans ce monitoring en poursuivant le travail de la plateforme nationale de prévention de la pauvreté.



Pour améliorer les conditions de travail

Nous voulons :

- Développer l'assurance chômage. Elle doit offrir un filet de sécurité solide



à toutes les personnes sans travail, garantir le revenu et veiller à ce que celles et ceux qui le souhaitent puissent trouver un emploi décent, par le biais d'une politique active de promotion du travail.

- Passer à six semaines de vacances. Le temps libre et l'épanouissement personnel sont des éléments indispensables à une société saine.
- Protéger les gens des souffrances psychiques au travail. Nous voulons accompagner les personnes qui souffrent d'invalidités psychiques, notamment par des projets de prise en charge.
- Diminution du temps de travail sans baisse de salaire.
- Maintien et extension des mesures mises en place dans le cadre de la libre circulation des personnes pour lutter contre le dumping salarial.
- Extension du système de badges à toutes les branches sur le modèle mis en place par le Valais.

Pour établir un système de santé solidaire



Nous voulons :

- Mettre en œuvre rapidement l'initiative sur les soins. La mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers, acceptée en novembre 2021 par le peuple et les cantons à 61 %, doit être rapide et forte.
- Créer une industrie pharmaceutique d'Etat. C'est grâce à la recherche, financée par l'Etat, que le développement de nouveaux médicaments peut se faire. Leur production doit être publique, afin d'en contrôler efficacement les prix et d'arrêter de faire du profit sur le dos de la santé des gens.
- Instaurer une caisse maladie unique et publique. Nous avons besoin d'une caisse maladie unique et publique, avec des primes liées au revenu, orientée vers l'universalité et la couverture de prestations et non plus vers le profit.
- Lutter contre la pénurie de médecins. Nous voulons soutenir les réseaux de médecins et les cabinets de groupe, les hôpitaux régionaux et les services d'aide et de soins à domicile. Il faut aussi une offensive en matière de formation, notamment en augmentant les places dans les universités.

Pour créer un tourisme d'avenir

Nous voulons :



- Soutenir les projets de liaisons câblées plaine-montagne. La mobilité est un enjeu majeur des années à venir pour le Valais. Les projets de liaison par câble entre la plaine et la montagne sont un atout de poids, tant pour la population que pour le tourisme, qu'il convient de développer dans le respect des limites imposées par la préservation des espaces naturels.
- Instaurer un programme d'aide pour l'accès au sport et à la culture. Nous proposons une aide de la Confédération pour favoriser l'accès à toutes les offres culturelles et sportives, pour tout le monde.
- Mettre en place des conditions de travail dignes dans le domaine de l'hôtellerie. Trop d'emplois saisonniers sont sous payés et ne permettent pas de subvenir aux besoins d'une famille. En ce sens, il faut augmenter massivement les salaires dans ce secteur d'activité.
- Encourager l'agritourisme. Les aides doivent être renforcées afin de permettre aux agriculteurs/agricultrices de dégager des revenus supplémentaires et de permettre le partage d'expérience de l'agriculture.

Pour lutter contre la crise climatique et garantir la sécurité de l'approvisionnement

Nous voulons :



- Mettre en place un fonds pour le climat. Le Parti socialiste et la Jeunesse socialiste ont chacun lancé une initiative pour un fonds climat, afin que la Suisse puisse investir publiquement et massivement dans le renouveau écologique du pays.
- Créer une place financière tournée vers l'avenir. Il faut mettre un terme aux investissements désastreux de la finance suisse, et garantir un cadre financier qui permet d'investir dans l'avenir plutôt que dans la destruction de l'environnement. Une initiative fédérale est en cours de préparation à ce sujet. En la matière, la fortune du 2^e pilier, d'environ 1200 milliards, représente un potentiel énorme.
- Renouveler le parc énergétique privé. Nous voulons soutenir les particuliers et les entre-

prises à se tourner vers des sources d'énergie écologiques, à travers des programmes de remplacement des anciennes installations de chauffage ou aides à l'installation de panneaux solaires.

- Aider l'agriculture à se transformer. La transformation de l'agriculture ne sera possible qu'en investissant dans sa transition vers des modes de production plus respectueux de l'environnement, sans aucune détérioration de leurs conditions de vie. En outre, nous nous engageons à faire pression sur les distributeurs afin qu'ils développent des modèles d'affaire permettant aux paysan·nes de s'en sortir financièrement.
- Rendre les transports publics gratuits. Nous voulons décarboniser la mobilité, en renforçant la mobilité douce, en rendant les transports publics gratuits et en développant les lignes régionales.
- Accueillir les sites de production industriels potentiellement les plus dangereux. Avec sa législation en matière de protection de l'environnement et de protection de la santé des salarié·es, la Suisse est le pays au monde où de telles industries peuvent se développer tout en minimisant les risques en matière d'environnement et de santé du personnel. Nous devons saisir cette opportunité pour développer la place industrielle en Suisse.
- Mettre sur pied des nouvelles formations permettant d'accompagner la transition écologique. A ce jour, nous manquons de personnel de qualité dans les métiers nécessaires à assurer la transition écologique. Ce déficit doit être comblé rapidement par la création de filières de formation.



Pour garantir l'égalité entre les genres

Nous voulons :

- Mettre en place une représentation équilibrée. Nous nous battons pour garantir une représentation équilibrée femmes-hommes dans l'administration et les organisations soutenues par la Confédération. Des objectifs doivent également être fixés pour le privé.
- Mieux protéger les salaires. Nous exigeons une révision rapide de la loi sur l'égalité salariale qui impose des contrôles à l'ensemble des entreprises et qui contient des sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale. Nous voulons la mise en place d'une protection sa-

lariale efficace pour les femmes, notamment en renforçant la mise en œuvre de la Charte pour l'égalité salariale dans le secteur public et en l'appliquant également aux entreprises subventionnées.

- Permettre de mieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle. Nous voulons instaurer un congé parental de 8 semaines supplémentaires et une meilleure protection contre la discrimination pour les jeunes parents, ainsi que des conditions cadres permettant un plus grand nombre d'emplois à temps partiel, en particulier pour les pères. Le programme de la Confédération doit être soutenu, et se décliner dans une action conjointe entre elle et les cantons et les communes, afin d'éviter leur désengagement.
- Renforcer les mesures contre la violence domestique. Nous demandons plus de places d'hébergement et d'accompagnement des victimes et des enfants, mais également un meilleur suivi des auteurs et des formations plus poussées pour les acteurs du terrain. La police doit aussi se doter de dispositifs de signalement plus appropriés et former davantage ses effectifs au respect et à l'accompagnement des victimes.

Pour une fiscalité plus solidaire

Nous voulons :

- Renforcer la progressivité de l'impôt. Les plus riches doivent participer à hauteur de leurs moyens et l'imposition ne doit pas être source de précarité pour les classes moyennes et populaires. Nous voulons rendre l'impôt encore plus solidaire.
- Lutter efficacement contre la fraude fiscale. La mise en place d'outils de répression féroce et de tolérance zéro contre les fraudeurs fiscaux fortunés et l'évasion fiscale des grandes entreprises est une nécessité absolue. La Suisse doit s'engager plus fortement à l'international pour lutter contre cette criminalité planétaire.
- Imposer correctement les grandes entreprises et les multinationales. Cette imposition doit être harmonisée pour que les cantons n'aient plus à jouer le jeu de la concurrence fiscale. Nous soutenons également un seuil d'imposition minimum au niveau international qui soit correct et dont les recettes supplémentaires soient reversées à la population sur place.



- Supprimer les forfaits fiscaux. Cette forme de taxation permet aux personnes les plus riches de fuir leurs responsabilités en désertant leur pays. La Suisse n'a pas à les abriter.
- Mettre un terme à la course à l'optimisation fiscale dans le 2^e et 3^e pilier. La majorité de droite du Parlement met régulièrement sur la table des projets visant à élargir le cercle et les instruments d'optimisation fiscale des 2^e et 3^e piliers. Ces mesures sont indécentes et participent à la destruction de la solidarité dans la prévoyance tout en grevant les caisses. Nous nous opposons fermement à cela.

Pour mettre fin à toutes les discriminations



Nous voulons :

- Garantir un accueil humain. Il faut évaluer rapidement et de manière plus humaine, l'octroi ou le renouvellement des permis L, B ou C, ainsi que les demandes de permis B à titre humanitaire.
- Intégrer de manière solidaire. Il faut soutenir et financer l'accès aux mesures d'intégration et d'insertion à tous les groupes de personnes migrantes sans distinction du type de permis.
- Donner le droit de vote aux étranger·ères. Donner le droit de vote aux personnes migrantes au bénéfice d'une autorisation d'établissement au niveau communal et cantonal signifie une meilleure participation démocratique et une meilleure intégration locale.
- Faciliter les naturalisations. Les procédures sont longues, bureaucratiques et fastidieuses. Il faut les raccourcir, les simplifier et les unifier au niveau national pour permettre aux nouveaux citoyen·nes de s'intégrer rapidement.
- Assurer à toutes et à tous le droit de vivre librement leur culture. Le droit de pratiquer sa culture est un droit qui doit être garanti. Intégrer ne signifie pas effacer son passé culturel comme c'est encore trop souvent la volonté des stratégies d'intégration actuelles.
- Pour l'intégration des normes antidiscriminatoires dans le droit civil. Actuellement, seul le droit pénal punit les crimes à caractère raciste et discriminatoire. Cela exclut de facto tous les autres aspects de la vie civile dans lesquels les citoyen·nes peuvent subir des discriminations.

Pour donner une place à toutes et tous



Nous voulons :

- Lutter contre la précarisation de l'accès au logement pour les senior-es. Après avoir travaillé toute une vie, il doit être possible de vivre dignement, dans un logement convenable. Nous luttons pour une politique d'acquisition de logements protégés à des prix abordables. La Confédération doit également donner un nouvel élan pour une stratégie nationale en matière de logement, pour les personnes âgées ou en situation de handicap, afin de renforcer les soins et soutiens à domicile.
- Encourager la participation communautaire des senior-es. Nous voulons donner accès à des activités et des opportunités qui renforcent les liens sociaux des senior-es, ainsi que leur bien-être, tout en profitant à l'ensemble de la société.
- Former et soutenir les proches aidants. Nous devons offrir aux proches aidants des programmes de formation et de soutien psychologique afin de les aider à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.
- Accompagner tout au long de la vie. Nous voulons mettre en place des solutions centralisées pour l'écoute et l'accompagnement de toutes les personnes qui en besoin et qui font face aux grands changements qui accompagnent le départ à la retraite, le passage à la vie adulte, le chômage.

Le Dico romand

Potringueur :
pharmacien, médecin
ou rebouteux, celui qui
prépare ou fait prendre
des médicaments,
des potions.

Drag et homophobie

Depuis quelques temps, la droite américaine de certains États comme le Tennessee et le Texas ont comme cheval de bataille l'interdiction de lectures pour enfants par des Drag Queens.

C'est pourtant cette même droite qui accuse la gauche *woke* de la bien-pensance de la censurer et se positionne en défenseur de la liberté d'expression, tout en essayant par ces projets de censurer l'éducation des enfants.

Mais qu'ont ces mouvements américains à faire avec nous, camarades socialistes valaisan-nes? La réponse est simple, d'innocentes lectures pour enfants réalisées par des Drag Queens dans un but pédagogique ont aussi eu lieu en Suisse, à Zurich et à Martigny entre autres. La première fut perturbée par un groupe néonazi, la Junge Tat; la seconde a provoqué tumulte et offuscations dans notre cher canton conservateur car l'ouverture d'esprit, la tolérance et l'acceptation des différences de chacun-e ne sont visiblement pas des valeurs de droite. Au contraire, ce sont nos valeurs que celles-ci! Nous, qui défendons les opprimé-es par le système, nous devons défendre le droit d'informer les enfants sur les questions de genre. Un enfant LGBTQI+ ne doit pas se sentir anormal mais avoir les clés de compréhension nécessaire pour s'accepter.

La réelle raison de l'outrage public liée à ces lectures est une homophobie systémique! En effet, cette réaction se base sur des axiomes faux. L'événement n'a ni pour but, ni comme effet collatéral de « convertir » les jeunes. Cela premièrement car il n'est pas possible de rendre quelqu'un-e homosexuel-le. Ensuite, bien que l'histoire de l'art du

Drag soit intimement liée à l'histoire LGBTQI+, par exemple de par le rôle proéminent de plusieurs Drag Queen lors de la première Pride de 1969, ces deux concepts sont différents.

Nous, qui défendons les opprimé-es par le système, nous devons défendre le droit d'informer les enfants sur les questions de genre.

L'art du Drag est un art de spectacle, basé sur le genre et non sur l'orientation sexuelle, pratiqué également par des personnes hétérosexuelles. Il est important de ne pas confondre spectacle de divertissement et homosexualité.

Pour conclure, il semblerait que l'élément central de la résolution de ce problème de chahut est clair: l'éducation et l'information. Quelle bonne nouvelle, c'est justement le but de ces lectures! Je ne doute pas une seule seconde que si les sceptiques face à ces lectures avaient participé à celles-ci dans leur jeunesse, iels tiendraient un discours bien différent.

Soyons solidaires avec tout-es les opprimé-es, la lutte finale sera solidaire ou ne sera pas.

Julien Berthod



UBS & Credit Suisse contre AVS & LPP

Selon que vous serez...

Lors de la session extraordinaire dédiée à « l'affaire » Credit Suisse, le Conseil national a refusé (symboliquement) la décision du Conseil fédéral de garantir, pour un peu plus de 100 milliards, l'opération de sauvetage de l'ancienne grande banque helvétique.

Symboliquement, car cela ne changera absolument rien, l'argent ayant été garanti.

Mais cette affaire montre que la manière d'envisager de nos sept sages n'est pas la même, selon que vous serez...

... puissant ...

Il n'a pas fallu longtemps au gouvernement pour réagir à la situation. En un petit week-end, l'affaire était pliée. L'UBS se voyait offrir le rachat de Credit Suisse sur un plateau, pour une somme dérisoire, au mépris de « la main invisible » qui régule les marchés et dont se réclamaient encore quelques temps plus tôt nos partis bourgeois, pour qui le libéralisme, dans sa forme la plus débridée, est une profession de foi.

Lors de cette opération il s'agissait de « sauver l'économie helvétique, voire mondiale », « d'empêcher une crise plus grave avec l'effondrement du Credit Suisse ».

Il est plus facile d'agir pour aider ces banquiers inconscients que d'éviter d'envoyer nos retraité-es à l'aide sociale ...

La main fut tellement vite mise au porte-monnaie par le Conseil fédéral et la BNS que dans les jours qui suivirent, je me faisais le commentaire qu'on ne prêtait effectivement qu'aux riches et cela en était une nouvelle démonstration.

... ou misérable ...

Quelques semaines auparavant déjà, la majorité bourgeoise de l'Assemblée fédérale avait entériné le projet de révision de la LPP présenté par les partenaires sociaux, pour un projet qui aurait très bien pu émaner d'un groupe d'assureur privé voulant s'en mettre plein les poches. Au programme, la baisse des rentes des travailleuses et travailleurs et une moins bonne couverture

à la retraite. Cela va à l'encontre de toutes les promesses faites pour que nous aillions la couverture AVS21.

L'AVS aussi sera attaquée, mais un peu plus tard. La presse révèle, à la suite d'une fuite dans l'administration fédérale, que la Conseillère fédérale PLR Karin Keller-Sutter, ministre des Finances, envisagerait de couper dans l'AVS pour l'établissement du budget 2024 de la Confédération, afin de faire des économies. Nous sommes quelques jours après la conférence de presse « Credit Suisse ».



... les jugements de cour vous rendront blanc ou noir

Nous voyons bien que selon que nous soyons puissant ou misérable, nous ne serons pas traités pareillement par notre gouvernement et notre parlement.

Qu'il est plus facile de sortir 100 milliards pour « sauver » une banque « créatrice d'emplois et moteur de l'économie » que de faire exactement de même pour l'AVS et la LPP pour lesquels « il faut d'abord faire des économies, car nous ne pouvons poursuivre dans ce modèle alors que la population est de plus en plus vieillissante ». Il est plus facile de protéger des « bankster » que d'améliorer les prestations de nos futurs retraité-es. Il est plus facile d'agir pour aider ces banquiers inconscients que d'éviter d'envoyer nos retraité-es à l'aide sociale ...

Souvenons-nous de qui défend les banquiers et les voleurs et de qui défend les travailleuses, les travailleurs et les retraité-es lorsque nous serons devant notre bulletin de vote au mois d'octobre !

Valentin Aymon,
député suppléant et conseiller communal





Le conseil communal de Saxon s'en prend - encore - à ses Mayens

Le 24 février dernier, les habitant-es des Mayens de Saxon ont appris avec consternation une bien mauvaise nouvelle. Par communication officielle, le conseil communal informait la population que l'entier du territoire des Mayens (Sapinhaut, Arbarey, Boveresse) était désormais en zone réservée durant cinq ans, reconductible trois ans supplémentaires sur vote de l'Assemblée primaire.

Autrement dit plus aucune construction possible durant cette période et toute rénovation, modification ou extension sur le bâti existant soumis à autorisation communale. Une décision du conseil communal prise afin de « mettre en œuvre le Plan directeur cantonal ainsi que les nouvelles bases légales cantonales en matière d'aménagement du territoire ». Une décision qui s'inscrit surtout dans un contexte de long conflit entre le conseil communal et les habitants des Mayens.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Révision du PAZ : zone réservée

Le Conseil communal a décidé de décréter une zone réservée pour l'ensemble des mayens de Saxon. Une séance de présentation publique, en présence du bureau BISA, aura lieu le mercredi 8 mars 2023 à la salle polyvalente.

Décision du Conseil communal de Saxon de février 2023.

En effet alors que Leytron ou Chamoson, pour ne citer que les communes plaine-montagne les plus proches de Saxon, considèrent leur territoire d'altitude comme un atout à valoriser, le conseil communal saxonain s'obstine à traiter ses Mayens non pas comme une plus-value mais au contraire comme une épine dans son pied.

Un véritable projet collectif et sociétal doit être discuté avec l'entier de la population et sur l'entier du territoire communal.

Le sujet du bus scolaire qui a fait la une de tous les médias en a été un exemple édifiant. Après la victoire remportée par les familles des Mayens, qui ont tout de même dû aller jusqu'au Tribunal fédéral pour obtenir un bus pour leurs enfants, l'exécutif saxonain semble vouloir ouvrir un nouveau conflit. Comment expliquer sinon cette décision venue de nulle part de « mettre sous cloche » (sic) les 68 hectares de montagne durant cinq à huit ans ? La séance d'information à la population le 8 mars dernier n'a pas permis de répondre à cette question.

Les habitants venus en nombre ont eu la surprise d'y apprendre que Saxon était classée « **commune non surdimensionnée** ». Autrement dit qu'il n'y avait aucune obligation légale de créer ces zones réservées. Ce d'autant plus qu'aucun projet d'urbanisation n'est actuellement sur la table. De l'aveu même du conseil communal, cette mise en zone réservée est destinée à mener une réflexion sur l'avenir de l'urbanisation. En vue d'un dézonage futur ? D'un développement intensif de la plaine (le chiffre de 17'000 habitants potentiels a été articulé par le président Christian Roth) ? De changements d'affectation de zones ?



Marie-Josée Reuse



Sarah Gillioz

DE MEILLEURS SALAIRES.

DE MEILLEURES RETRAITES.

L'ÉGALITÉ MAINTENANT!

MAY

PROGRAMME DU 1^{ER} MAI 2023

Place du Scex à Sion

17 h 00 Ouverture des stands

18 h 00 Discours :

- Véronique Polito, vice-présidente du Syndicat Unia Suisse
- Marie-Pascale Zufferey, ASSC
- Sandra Previti, responsable groupe d'intérêts femme Unia Valais
- Francine Zufferey, présidente USV, présentation des oratrices

19 h 00 - Groupe folklorique Association Medvegja

Ravitaillement Association RAJO | Présence du Collectif Femmes* Valais



Aucune réponse. Pas plus que sur les indemnités possibles en cas de transformation de zones à bâtir en zones agricoles. Seule certitude: pour les cinq ans à venir les propriétaires des Mayens ont vu leurs biens se dévaluer sans savoir pourquoi. Une décision abrupte et sans concertation qui n'est pas nouvelle. Déjà il y a un an, la zone village a été mise en zone réservée pour 5 à 8 ans, sans même la moindre séance d'information aux propriétaires concernés.

Ironie du sort, la charge la plus violente contre le projet communal a été portée lors de la séance d'information par Leo Farquet, ancien président de Saxon sous les couleurs du MSI-CLI, mouvement qui disposait hier encore de trois sièges au conseil communal et de la présidence de la commune.

À l'heure où nous imprimons ces lignes, nous apprenons que l'actuel Président de la Commune Christian Roth a démissionné du mouvement! Nul doute que ce « coup contre son camp » ne doit rien au hasard à une année et demie des prochaines élections communales.

Reste que jouer une fois de plus la carte des Mayens contre la plaine pourrait être un mauvais calcul. Outre la question individuelle de la valeur de terrains d'altitude, le projet collectif et politique pour l'entier du territoire communal doit intéresser tou-tes les habitant-es. Cette zone protégée appliquée dans les Mayens augure-t-elle d'une explosion des constructions en plaine? De nouvelles zones villas envahies par les locatifs? D'infrastructures collectives déjà sous pression qu'il faudra encore agrandir et financer?

Un véritable projet collectif et sociétal doit être discuté avec l'entier de la population et sur l'entier

du territoire communal. Et pas en parquant des citoyen-nes considérés comme de seconde zone dans une réserve dont on espère perdre définitivement la clé.

Marie-Josée Reuse, députée PS
et **Sarah Gillioz, députée suppléante PS**

Pub

Société Immobilière Rue de Conthey N°2 S.A., Sion

CONVOCATION

Les actionnaires sont convoqués
en Assemblée générale ordinaire le :

Lundi 8 mai 2023 à 18 h

A la maison du Peuple, Rue de Conthey 2, à Sion

L'ordre du jour est le suivant:

1. Contrôle des présences
2. Approbation du procès-verbal de la dernière séance
3. Rapport administratif
4. Comptes de l'exercice 2022
5. Rapport de l'organe de contrôle
6. Décharge aux organes de la société
7. Divers

Les comptes de l'exercice 2022, ainsi que le rapport de contrôle, sont mis à la disposition des actionnaires au secrétariat du PSVR – rue de Conthey 2 à Sion, dès le 15 avril. Ils seront consultables les lundis et jeudis de 10 h à 15 h sur rendez-vous.

Sion, le 16 mars 2023

Le Conseil d'administration

Oui

Je m'abonne
au **Peuple.VS**

A renvoyer à

Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2
1950 Sion

Abonnement annuel : Fr. 95.-

Abonnement de soutien : Fr. 130.-

Abonnement membres JSVr : Fr. 50.-

ou directement sur le site:
www.lepeuplevs.ch

Nom / Prénom

Adresse

NP / Localité

Téléphone / Mobile

Courriel



16 mai 18 h 00 Comité directeur

6 juin 18 h 00 Comité directeur

6 juin 19 h 00 Conseil de parti

22 août 19 h 00 Conseil de parti

PS



Parti socialiste
du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant-e-s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Le vengeur masqué



Les artistes sont des incompris, c'est connu. Je l'avoue, je ne comprends pas toujours le message qui se cache derrière une œuvre. Mon exposé consacré à une exposition de Picasso m'avait du reste valu une note désastreuse. Soit, je n'avais tout simplement rien compris, selon le professeur...

Donc, on nous dit poliment qu'il faut tenir compte du contexte. Alors on contextualise, du moins, on essaie. On se donne du mal, sérieux, mais ça ne fonctionne pas toujours.

Une œuvre d'une artiste suisse accrochée au Palais de Tokyo à Paris provoque débat. On y voit un enfant et un adulte nus, dans une scène que l'on peut clairement décrire comme pédopornographique. Là aussi, « on ne peut pas décontextualiser l'œuvre », nous dit-on.

A quel moment certains artistes arrêteront-ils de nous prendre pour des imbéciles ou des ignares ? Et, quand cessera-t-on de financer, avec l'argent du contribuable, de tels outrages à la dignité humaine ?

Décidément, je n'y comprends toujours rien...

Mensuel
12^e année

Site internet : www.lepeuplevs.ch

Rédaction : Barbara Lanthemann
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.-
de soutien CHF 130.-
supplémentaire CHF 5.-
membres JSVr CHF 50.-
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.- (1/8 page)
CHF 400.- (1/4 page)
CHF 800.- (1/2 page)
CHF 1600.- (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette : Stampo SA - Romaine Zufferey

Parution : 11 numéros par année